



DECLARATION LIMINAIRE DE LA FSU 95

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,
Mesdames, Messieurs,

La rentrée 2012 dont nous pouvons faire un premier bilan en ce mois d'Octobre a eu lieu dans les Premier et Second degrés dans des conditions un peu particulières, celles d'une crise financière d'une rare ampleur et de l'élection d'un gouvernement qui se déclare en franche rupture avec les politiques menées par ses prédécesseurs ces dix dernières années.

Un certain nombre de déclarations, voire quelques mesures concrètes, nous semblent aller dans le bon sens et notre Fédération et ses syndicats l'ont dit : abandon du dogme du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans notre Ministère, recrutement immédiat de 1000 enseignants supplémentaires, abrogation du décret sur l'évaluation des enseignants, volonté de concertation sur une « refondation de l'École » dont on commence à entrevoir cependant les limites, relative priorité budgétaire accordée à l'Éducation Nationale, certes au détriment d'autres administrations, réintroduction partielle d'une formation professionnelle pour les néo-recrutés. Le projet de recruter 43000 enseignants, certes louable, va pourtant se heurter à la décision de geler les traitements et à la dégradation de nos conditions de travail qui sont loin de rendre nos professions attractives. Le « malaise diffus chez les Professeurs » (je cite) qu'un récent rapport de l'Inspection Générale reconnaît n'est pas prêt de se résorber dans ces conditions.

Notre Fédération dénonce la non-abrogation du LPC et ne peut se satisfaire d'une simplification de sa validation. La poursuite de la réforme de la filière STI2D, qui contraint les enseignants de cette filière à changer de discipline au mépris de leurs qualifications de recrutement est un exemple criant de la dégradation de notre condition professionnelle et de la volonté de changer nos statuts. Rappelons ici que nous restons attachés aux trois voies d'orientation possibles en fin de troisième (voies générale, technologique et professionnelle), et que nous condamnons une réforme des STI2D qui réduit les chances de réussite de nos élèves et dégrade leurs conditions de formation. La poursuite de la réforme des Lycées, quant à elle, continue de contribuer à ce « malaise », en rendant le baccalauréat 2013 quasiment impossible à organiser dans certaines matières comme les Langues Vivantes .

La situation dans notre département, à l'instar du reste du pays, reste très insatisfaisante et les tensions ne sont pas apaisées.

Ainsi par exemple, les 28 postes de Professeurs des Écoles restitués au Val d'Oise en juillet dernier au titre du plan d'urgence sont loin de combler plusieurs années de saignée de notre École. La hausse démographique dans notre département se confirme et les effectifs par classe augmentent. Les Rased, qui constituent un levier important en matière de prévention de l'échec scolaire, n'ont pas recouvré les moyens dont ils disposaient. De nouveau en cette rentrée, les politiques menées par l'ancien gouvernement continuent de dégrader la qualité du Service Public d'Éducation, les conditions d'enseignement et d'apprentissage, de fragiliser les élèves les plus en difficulté et d'accroître les inégalités entre eux. Il est urgent d'inverser la tendance.

Dans beaucoup de domaines, aucune avancée n'est à noter et aucun progrès n'est en vue, dans le 95 comme ailleurs : il en va ainsi de la situation de la Médecine scolaire, sans même parler de la Médecine du Travail pour les Personnels et la mise en place des CHS-CT, alors que le manque d'infirmières et de médecins demeure criant.

En cette rentrée, l'École du socle, dont nous condamnons par ailleurs le principe, a été étendue à 25 collèges dans le Val d'Oise sans concertation avec les équipes pédagogiques et sans consultation des C.A.

Un nombre toujours trop important de BMP restait à pourvoir en septembre et certains ne sont toujours pas pourvus, notamment en Langues vivantes, mathématiques, EPS, et le recours de plus en plus fréquent à des non-titulaires ne saurait nous satisfaire. Pôle Emploi n'a pas vocation, à notre sens, à se substituer à notre administration pour fournir les Personnels indispensables à la réalisation des missions du Service Public, que ce soit pour l'enseignement, l'accueil des jeunes en situation de handicap ou la sécurité dans les établissements (APS). Nous avons besoin d'une politique de recrutement, à la hauteur des besoins, de personnels titulaires et formés. Pour accompagner les élèves dans leur réflexion sur l'orientation, nous disposons d'un service public qui a fait ses preuves: que va-t-il devenir alors que le Conseil Général confirme sa volonté de se désengager du financement des CIO du département pour n'en conserver qu'un seul !

Que dire de la situation des stagiaires ? L'application dans le département de la politique rectorale a conduit :

- à maintenir une entrée dans le métier insupportable pour un certain nombre de stagiaires : 15% des stagiaires du Second Degré, hors EPS, sont privés de leur décharge pour formation et se sont vu imposer des HSA. En EPS, une quinzaine de nos collègues sont concernés ;
- à déstabiliser les établissements par des BMP non anticipés et non pourvus à la rentrée ;
- à faire peser les HSA sur les titulaires, dont les services ont été alourdis d'autant et les conditions de travail davantage dégradées.

Toujours dans le Val d'Oise, l'installation de systèmes de vidéo-surveillance se fait en général au mépris des règles qui la régissent. Nous demandons le respect de ces procédures (délibération en CA, présence de l'affichage réglementaire).

Dans la situation difficile que nous connaissons, nous savons pouvoir compter sur vous, Madame la Directrice, pour veiller au respect des droits des Personnels dans l'exercice de leurs fonctions, comme l'attribution, partout où elle se justifie, de l'heure de décharge pour effectifs pléthoriques, puisque les classes surchargées, en particulier en seconde, se sont multipliées dans notre département. Ainsi bien entendu, et nous anticipons ici sur la préparation de la rentrée prochaine, qu'au respect des horaires de services hebdomadaires qui ne sauraient être annualisés pour pallier le manque d'enseignants.

Les syndicats de la FSU, forts de la confiance que leur a renouvelée les Personnels, continueront à militer pour mettre un terme aux aberrations que nous avons connues ces dernières années, à œuvrer pour une Éducation nationale moderne donc républicaine, laïque, au service de tous les enfants et de tous les jeunes présents sur notre territoire.